

Plus jamais ça ?

(<http://www.voltairenet.org/article12431.html>)

Torture « made in USA »

par Frieder Wagner

Loin d'être une dérive propre à l'administration Bush après le 11 septembre, la pratique de la torture fait partie intégrante de la politique étrangère des États-Unis depuis au moins 50 ans. La négation de cette réalité historique empêche tout abandon réel de cette politique.

12 septembre 2007

Thèmes : Torture

Rappelons-nous le cas d'Al Masri, mais aussi les tortures qui ont été signalées au Liban par l'homme du BKA allemand (Bundeskriminalamt = Office fédéral de police criminelle), Ralph Trede, nous connaissons Guantanamo et ses terreurs dont Murat Kurnaz a parlé et nous connaissons le cas d'Abou Ghraïb – tous des scandales de torture. Nous nous rappelons aussi les manifestations des mères de la Place de Mai pendant et après la dictature en Argentine de 1976-83 et leur exigence : « *Nunca mas – plus jamais* ». Elles voulaient que des tortures aussi atroces que lors de la dictature en Argentine ne se produisent plus jamais.

Pourtant, aucun des médias les plus importants n'a mentionné dans ses commentaires les scandales cités plus haut, leur sale histoire et le contexte de cette torture. Pourquoi pas ? Devraient-ils alors s'avouer que le recours à la torture par les autorités et l'armée des USA a commencé déjà longtemps avant le gouvernement de George W. Bush ? Devraient-ils, et nous tous, reconnaître que depuis au moins cinq décennies la torture est partie intégrante de la politique étrangère des États-Unis – donc au moins depuis la guerre du Vietnam ?

À une heure et demi de voiture de Panama City, l'armée des États-Unis a entretenu de 1946 à 1984 une école tristement célèbre, la « School of the Americas » (SOA), une « institution de formation » véritablement inquiétante. La devise de cette école aurait pu être : « Nous torturons ! »

Là-bas, et plus tard au Fort Benning (Géorgie) nous trouvons les racines des scandales de torture actuels. Dans des manuels d'instruction [1], aujourd'hui accessibles, (Kubark – Counterintelligence Interrogation, juillet 1963) les étudiants de la SOA – des militaires et des officiers de police venant de tout le monde « occidental » ont reçu un enseignement dans un grand nombre de ces techniques d'interrogatoires « renforcés » qui, depuis ce temps-là, sont aussi arrivés à Guantanamo et Abou Ghraïb : Faire des prisonniers dans les premières heures du matin (pour augmenter le choc), leur couvrir la tête avec un capuchon ou leur bander les yeux, un déluge d'irritations – par des hurlements et de la musique trop forte –, privation de sommeil et de nourriture, humiliations de toutes sortes, nudité forcée, isolement cellulaire et pire encore. En 1996, l'« Intelligence Oversight Board » du président Clinton a admis que la matière de formation produite aux USA permettait tacitement « l'exécution de combattants de guérilla, le chantage, les sévices corporels, la coercition et l'incarcération illégale ».

Quelques-uns de ceux qui ont suivi les cours de cette école au Panama ont commis, tôt après leur retour dans leur pays, les crimes les plus atroces et des violations des droits de l'homme sur le subcontinent sud-américain pendant le demi-siècle passé. Il y a eu des dizaines de milliers de morts et de torturés, le rapt systématique des bébés des « disparus » – par exemple sous la dictature argentine – le massacre de 900 civils d'El Mozote au Salvador, les meurtres de l'archevêque Oscar Romero ou de six prêtres jésuites au Salvador et des milliers d'assassinés par des escadrons de la mort au Nicaragua et au Guatemala etc.

Depuis 1946, l'école mentionnée a formé plus de 60 000 officiers et soldats d'Amérique latine et des Caraïbes. Parmi ceux qui ont « fait leurs études » dans cette école, il y a au moins 11 militaires qui sont devenus dictateurs, dont l'Équatorien Guillermo Rodriguez, le Péruvien Juan Velasco Alvarado, les

Argentins Roberto Viola et Leopoldo Galtieri, les Boliviens Hugo Bánzer et Guido Vildoso, l'Hondurien Juan Melgar Castro et le Guatémaltèque Efraín Ríos Montt.

Amnesty international, dans son livre *Torture – pour en finir avec le commerce de la souffrance de 2001*, a attiré l'attention sur le fait que les « tortionnaires ne naissent pas comme tels : Ils y sont éduqués par quelqu'un, formés et soutenus ». Dans ce livre la « School of the Americas » est désignée comme un des « centres d'instruction ».

Torture déjà au Vietnam

L'emploi de la torture a donc déjà commencé longtemps avant le gouvernement de George W. Bush. Malgré cela, un nombre étonnant d'adversaires de la torture suit la légende complètement non historique d'après laquelle l'idée de torturer les prisonniers ne seraient venue aux autorités des États-Unis qu'après le 11 septembre 2001 et qu'elle serait issue des têtes de Dick Cheney et Donald Rumsfeld. Jusqu'à ce moment-là, c'est ce qu'ils essayent de nous expliquer, l'Amérique a combattu ses ennemis sans crimes contre l'humanité. Même le sénateur John McCain, le héros de la guerre du Vietnam, raconte la légende de « l'innocence initiale » [2]. C'est celui qui, il y a quelque temps, a réussi avec un engagement passionné à faire passer l'interdiction du traitement cruel et de la torture des prisonniers détenus par les USA avec une majorité de plus de deux tiers au Sénat américain et à la Chambre des représentants. Il a dit à l'époque dans le magazine *Newsweek*, qu'étant prisonnier de guerre à Hanoi, seule la conviction « que nous sommes autrement que nos ennemis » le sauvait – une déformation de la réalité. Car lorsque McCain a été capturé par les Vietnamiens du Nord, le CIA avait déjà commencé le « programme Phoenix », comme Alfred McCoy le décrit dans son livre *A Question of Torture*. Ce « programme Phoenix » a entretenu au Vietnam du Sud « 40 centres d'interrogation dans lesquels plus de 20 000 suspects ont été tués et plusieurs milliers torturés ». C'est une affirmation que McCoy documente par la suite par des pages de citations de rapports de presse et d'investigations du Congrès et du Sénat.

Des opposants au régime « éliminés » et jetés dans la mer depuis des avions

Que les techniques de tortures ne sont pas seulement enseignées à la « School of the Americas » pour la formation des soldats de l'Amérique latine, William Blum peut le prouver. Blum avait travaillé au ministère des Affaires étrangères des États-Unis jusqu'à ce qu'il quitte le service en 1967 en signe de protestation contre la guerre du Vietnam. Dans son livre, *Killing Hope*, paru en 1995, il cite à ce sujet de nombreux rapports du Congrès et des documents internes du gouvernement. Ainsi par exemple la déclaration de militaires devant le Congrès américain en 1975 sur les actions secrètes, financées par la CIA dans le cadre du « programme Phoenix » au Vietnam.

« Deux Viêt-Congs ont été interrogés pendant le vol en direction de Saigon. Le premier a refusé de répondre aux questions et il a été jeté de l'avion à 1000 mètres d'altitude. Après, le deuxième a tout de suite répondu aux questions, mais il a aussi été jeté de l'avion. »

L'ancien soldat d'élite Donald Duncan parle dans son règlement de compte politique avec l'armée (*The New Legions*) d'une scène pendant sa formation. Pendant son cours, le sergent-chef a présenté plusieurs techniques de tortures aux soldats. À la question d'un soldat si on attendait que ces méthodes soient appliquées en service actif, l'instructeur a répondu sous le rire de toute la classe :

« Les mères d'Amérique ne seraient certainement pas d'accord. Et sur demande nous nierions qu'une imitation de tels actes soit prévue. »

Mais pourquoi la plupart des États-Uniens répondent-ils aujourd'hui hâtivement et indignés aux plus récents reproches de tortures avec un « Jamais avant une chose pareille n'est arrivée... » ? C'est à cause de leur désir sincère d'exprimer la gravité des décisions d'action du gouvernement actuel. En effet, l'utilisation ouverte de la torture par l'administration Bush est sans précédent. Autrefois, on a soutenu des dictatures latino-américaines, on a approuvé leurs actes, on les a conseillés pour l'aménagement des prisons secrètes, on a également su quand les opposants au régime ont été « éliminés » et jetés depuis des avions dans la mer et qu'aux USA des photos de lynchages ont été négociées comme trophées ou comme mises en garde. C'est donc sans précédent comment le gouvernement Bush professe ouvertement la torture. Dans le passé, les gouvernements états-uniens ont discrètement tenues secrètes leurs « opérations noires ». Les crimes ont bien été sanctionnés, mais officiellement on les a toujours niés et même condamnés.

« Tu peux crier aussi fort que tu veux »

Le gouvernement Bush a rompu avec cette habitude après le 11 septembre 2001. Sans aucune honte, il a demandé le droit à la torture, légitimée par de nouvelles définitions et lois. Divers extraits de discours de Bush après le 11 septembre le prouvent. Peu après son élection, il a dit en plaisantant devant les députés

des deux chambres au sujet du résultat très serré de son élection : « *Dans une dictature, tout cela serait beaucoup plus facile, en tout cas tant que moi, je serais le dictateur.* » À l'époque, tout le monde a ri de bon cœur, mais aujourd'hui, il n'aurait certainement plus autant de succès. Maintenant, en faisant torturer ouvertement et sans regret, Bush ôte à son armée et au service secret la possibilité de nier de telles choses. Tant que la torture, comme jusqu'à présent, a été exercée secrètement, il y avait toujours l'espoir —une fois les atrocités dévoilées— que la justice pourrait quand même l'emporter. Mais, si par contre, la torture a une pseudo-légalité et que les responsables nient simplement qu'il s'agit là de torture, ce qu'Hannah Arendt a appelé « la personne juridique dans l'homme » meurt. Et bientôt les victimes ne feront plus d'efforts pour exiger que justice soit faite, car elles seront très vite convaincues de l'inutilité de ces efforts.

Cette « impunité », comme nous la connaissons jusqu'à présent uniquement des crimes des tortionnaires sud-américains des dictatures de là-bas, est la version amplifiée de ce qui se passe actuellement dans les salles de torture des prisons secrètes aux USA, où l'on peut dire impunément à un prisonnier : « *Tu peux crier aussi fort que tu veux – personne ne t'entendra, personne ne te sauvera* » ; c'est aussi ce que raconte le ressortissant allemand Khaled Al Masri, qui a été enlevé par les services secrets des USA et amené dans une prison à Kaboul.

En Amérique latine, les révélations sur les tortures des USA en Irak ont été comprises sans le moindre doute, car chacun qui en a entendu parler avait une impression de déjà-vu. Hector M., un activiste colombien qui avait été torturé dans les années 1970 par un officier formé à la « School of the Americas » a déposé : « *C'était dur de voir les photos des tortures en Irak parce que moi-même j'ai été torturé comme ça. Je me suis revu : nu, les pieds liés et mes mains ligotées derrière le dos. J'ai revu ma tête recouverte d'un sac en tissu. Je me rappelle l'humiliation, la nudité, la douleur.* »

Et Graciela D. d'Argentine, qui était dans les années 1970 une soi-disant « étudiante subversive », une « zurda » – une « gauchiste », a réagi de manière semblable : « Je n'ai pas supporté de regarder ces photos. Tant de choses qu'ils montraient, on me les a aussi faites [...]. Des chiens effrayants [...], la tête recouverte etc. ». Elle se rappelle que parmi les hommes qui l'ont violée et ont écrasé des cigarettes sur son corps, il y avait un homme qui parlait l'espagnol avec un fort accent américain et que les autres appelaient « Boss » – une parmi les milliers d'histoires d'Amérique latine, que les torturés peuvent raconter sur des hommes parlant l'anglais américain.

Ce manque d'histoire dans le débat actuel sur les tortures cache une ironie terrible : Avec l'exigence d'éviter les sévices à l'avenir, les crimes du passé sont de plus en plus refoulés de la mémoire. À chaque fois que les États-Unis répètent l'histoire de leur innocence aux temps d'avant Bush et Cheney, la mémoire, déjà floue, disparaît, bien que les faits durs continuent à exister. Ils sont soigneusement archivés dans des dizaines de milliers de documents librement accessibles dans les National Security Archives. Mais dans la mémoire collective des États-Unis, on laisse encore une fois disparaître trop volontiers les « disparus ».

L'administration Bush réagit maintenant aux éclats autour de la torture en recourant au modèle de la négation plausible du temps de la Guerre froide. La nouvelle loi du sénateur McCain protège bien chaque « individu se trouvant emprisonné ou sous le contrôle physique du gouvernement des États-Unis », mais ne dit pas un mot sur la formation à la torture ou sur les spécialistes payés pour pratiquer les interrogatoires.

En Irak, déjà maintenant, le sale travail est mis entre les mains d'escadrons de la mort irakiens qui ont été formés par des officiers des USA de l'acabit d'un Jim Steel qui s'est déjà préparé à ce job au Salvador, en y créant des unités semblables. Ce rôle des USA, on l'a cependant oublié brusquement (et naturellement aussi que des officiers comme Jim Steel existent et également qu'il y avait une fois une « School of the Americas »), lorsqu'on a découvert au ministère de l'Intérieur de l'Irak, dans une cave de torture, 173 prisonniers dont quelques-uns avaient été torturés de façon tellement grave que la peau se détachait en lambeaux de leur corps. « Voyez, il s'agit d'un État souverain », a dit Donald Rumsfeld dans ce contexte, « il y a maintenant dans ce pays un gouvernement irakien librement élu ».

Il a employé dans cette phrase les mêmes mots que le chef de la CIA William Colby, qui a déclaré en 1971, lors d'une investigation du Congrès sur le « programme Phoenix » appliqué au Vietnam, qu'il a en plus aidé à mettre en œuvre, qu'il s'agissait d'un « programme complètement sud-vietnamien ». « *Quand on ne comprend pas l'histoire et l'étendue de la complicité institutionnelle et publique* », comme le dit l'auteur McCoy dans son livre *A Question of Torture*, « *on ne peut pas accomplir des réformes importantes* ». *Le législateur réagira à la pression en éliminant une petite partie de l'appareil de torture, il fermera si possible une prison, fera peut-être également démissionner quelqu'un comme Monsieur Donald Rumsfeld, mais, « le droit à la torture il se le garde »*, -écrit McCoy.

Il y a quelque temps, le « Center for American Progress » aux USA a mis en œuvre une campagne de publicité avec le titre : « *Torture is not US* ». La dure vérité est que la torture était, du moins pendant les cinq

dernières décennies, tout à fait états-unienne, et l'exigence des mères de la Place de Mai à Buenos Aires : « Nunca mas – plus jamais (de telles tortures) », n'a malheureusement pas été remplie jusqu'à présent.

Frieder Wagner

Traduction Horizons et débats

[1] « *Les manuels de torture de l'armée des États-Unis* », par Arthur Lopic, Réseau Voltaire, 26 mai 2004.

[2] « *Torture : un moment de vérité pour McCain... et pour nous tous* », par Ray McGovern, Réseau Voltaire, 16 décembre 2005.